

# Questions d'énergies

LA LETTRE DES QUESTIONS PARLEMENTAIRES  
«énergie & environnement»

## Questions d'énergies c'est :

- une LETTRE d'actualité mensuelle
- un service électronique de COMMENTAIRES sur une sélection de questions écrites "énergie & environnement", disponible sur simple demande à : [commentaires@questions-energies.org](mailto:commentaires@questions-energies.org)
- prochainement sur internet, une BASE DE DONNEES consacrée aux questions écrites, orales et d'actualité sur les mêmes thèmes. Et c'est pour le moment gratuit...

## TRIBUNE

L'année 1999 a commencé en trombe pour les nombreux parlementaires qui s'intéressent à la politique énergétique : le débat sur l'énergie, maintes fois demandé et promis, a enfin eu lieu le 21 janvier. Las ! comme on pouvait le craindre, ce débat à l'Assemblée nationale, limité à quelques heures et sans vote, n'a pas permis une discussion au fond des enjeux.

Cette séance n'est qu'une étape, certes importante, de l'incessant travail parlementaire sur l'énergie : missions individuelles, travaux de commissions, questions d'actualité, mais aussi questions orales et questions écrites.

Celles-ci, victimes des retards répétés et du contenu souvent vague des réponses ministérielles, ne rencontrent aucun écho politico-médiatique. Elles sont pourtant l'expression régulière des interrogations de parlementaires sur ces thèmes où l'action du Gouvernement n'est pas toujours très claire ou très visible – et une bonne occasion pour les ministres d'y répondre sur un plan technique.

Source potentielle d'information, de réflexion pour de nombreux acteurs de la vie politique, de l'industrie ou du monde associatif, les questions écrites et leurs réponses doivent trouver aujourd'hui leur place dans les débats sur l'énergie et l'environnement. C'est le pari de Questions d'énergies que d'y contribuer en encourageant les parlementaires à questionner, en incitant les ministres à leur répondre mieux et plus vite, et en proposant à tous l'information la plus complète sur ces échanges. Y. M.

## LA CHRONIQUE DU MOIS

Après une année 1998 très riche, conclue notamment par les décisions prises en conférence interministérielle sur le nucléaire le 9 décembre, l'année 1999 s'annonce plus chargée encore, sur le thème de l'énergie, pour les parlementaires : après le débat sur la politique énergétique à l'Assemblée du 21 janvier, a commencé en février l'examen de la "loi de modernisation et de développement du service public de l'électricité". Enfin, un projet de loi sur la transparence et le contrôle de l'industrie nucléaire, promis le 2 février 1998 et déjà prévu à l'automne dernier, devrait être déposé au 1er semestre.

Cette actualité inspire de nombreuses et très diverses questions orales et écrites sur l'énergie et sa dimension environnementale. Décembre 1998 a ainsi marqué un record avec pas moins de 17 questions écrites touchant à ce thème (contre 10 en novembre et 9 en octobre), dont 12 par des sénateurs ! Si le mois de janvier a été aussi riche – 15 questions –, il a été marqué par un net rééquilibrage entre les questions portant sur le nucléaire et sur d'autres problèmes : les premières ont représenté au 4ème trimestre 1998 environ 58 % des questions (21 sur 36) ; le nucléaire n'est abordé que dans 3 ques-

tions en janvier. Après plusieurs mois sans question sur les énergies renouvelables – alors même que le Gouvernement propose la diversification de nos sources d'énergie –, des sénateurs se sont intéressés au biogaz, à l'éolien ou à l'hydraulique.

Aucune diversification en revanche dans les questions en séance. Les quatre questions posées au Gouvernement en janvier sur l'énergie ont – actualité oblige – dénoncé les décisions allemandes d'abandon du retraitement et du nucléaire, avec une préoccupation locale (deux questions de députés et une d'un sénateur de la Manche). Le sujet a également monopolisé une partie du débat du 21 janvier.

Les réactions très vives, parfois virulentes de nombreux parlementaires ne répondent pas seulement à une menace économique et sociale réelle. Elles sont une réaction de défense à la fragilisation du prétendu consensus sur le nucléaire et à l'isolement croissant de la France sur ce sujet.

"Il est rare d'avoir raison contre tous", affirmait le 21 janvier François GOULARD [DL]. Les mois à venir devraient offrir, sous l'impulsion notamment du travail parlementaire, l'occasion d'en avoir le cœur net.

## LE SERVICE

### "COMMENTAIRES"

Abonnez-vous aux commentaires sur les questions écrites publiés par Questions d'énergies, et recevez régulièrement ceux-ci par courrier électronique. La sélection de janvier 1999 inclut :



### Assemblée nationale

23602. M. Georges SARRE [RCV] • Aide occidentale et sûreté nucléaire en Russie ■

23647. Mme Nicole FEIDT [Soc.] • Abandon du nucléaire en Allemagne ■

24090. M. Charles COVA [RPR] • Risques sanitaires liés aux lignes haute-tension ■



### Sénat

13379. M. Michel SERGENT [Soc.] • Production de biogaz d'origine agricole ■

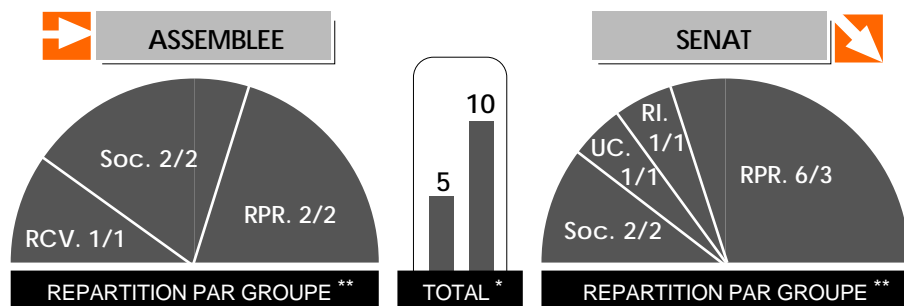
13665. M. Serge MATHIEU [RI] • Adoption au Parlement du traité "Charte de l'énergie" ■

13680. M. Louis SOUVET [RPR] • Contrats allemands de retraitement ■

## LE BAROMÈTRE

DES QUESTIONS PARLEMENTAIRES  
«énergie & environnement»

Janvier 1999



(\*) Total des questions écrites sur les thèmes d'énergie et environnement sélectionnées par l'équipe de Questions d'énergies dans le J.O. du 1er au 31 janvier 1999.

(\*\*) Pour chaque groupe sont indiqués d'abord le total des questions sélectionnées, ensuite le nombre de membres du groupe qui ont posé au moins une question.

## LES HÉMICYCLES EN BREF...

● **Voynet isolée ?** Les parlementaires bouderaient-ils la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement ? Au cours du dernier trimestre 1998, ils lui ont adressé deux fois moins de questions écrites sur "énergie et environnement" qu'à son collègue secrétaire d'Etat à l'industrie (8 contre 16). Mieux, le rapport tombe à 1 contre 9 pour les questions touchant à l'industrie nucléaire, pourtant placée sous la double tutelle de leurs deux ministères...

● **Les députés à contre-opinion...**  
Le débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale le 21 janvier 1999 a permis de mesurer le consensus parlementaire sur le nucléaire. 21 orateurs (sur 23 inscrits) ont abordé le sujet : 18 ont soutenu que le nucléaire reste le pilier de notre politique énergétique, 12 ont réclamé un prototype EPR (réacteur nucléaire de nouvelle génération), 12 ont condamné la sortie du nucléaire en Allemagne. Point de consensus en revanche dans l'opinion : dans un sondage réalisé les 21 et 22 janvier, 51 % des personnes interrogées (contre 39 %) se déclarent favorables à un arrêt du nucléaire en France ! (IFOP pour VSD)

● **Un président impatient !** Si le débat du 21 janvier a pu déborder de deux bonnes heures, le Président de séance Patrick OLLIER [RPR] n'a pas tout à fait joué le jeu : il n'a pressé que 3 intervenants sur 23 de "conclure". Il s'agissait de Guy HASCOET [RCV], François DOSE [Soc.] et Michèle RIVASI [App. Soc.], les seuls députés à tenir là un discours critique sur le nucléaire.

## Question DU MOIS

● **Assemblée nationale. J.O. p. 156. Politique extérieure (Allemagne – politique énergétique – révision – conséquences).** 23647. – 11 janvier 1999 – Mme Nicole Feidt demande à M. le secrétaire d'Etat à l'industrie quelles incidences pourrait avoir l'abandon de l'énergie nucléaire en Allemagne sur le développement du programme d'utilisation de l'énergie nucléaire en France.

**Notre commentaire (résumé) :** – « La France peut-elle s'affranchir de la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire ? A mon avis, non ! – C'est le contraire ! Cela renforce la position de la France ! » Cet échange entre Yves COCHET [RCV] et Michel DESTOT [Soc.] à l'Assemblée nationale (13 novembre 1998) marque les extrêmes – satisfaction discrète ou optimisme forcé – entre lesquels s'inscrivent la grande majorité des politiques.

Les décisions allemandes mettent, en premier lieu, en question l'avenir des installations de COGEMA à La Hague. Après l'annulation – qui n'a pas provoqué le même tollé – des contrats belges en décembre 1998 et en dehors de contrats sur des très faibles quantités avec les Pays Bas et peut-être de Suisse, les électriciens allemands sont les seuls à avoir signé des contrats pour l'après-2000. Même EDF, dont les contrats en cours s'achèveront en 2001, n'a pas encore signé de nouveau contrat !

A la sortie de la première réunion avec les électriciens dans le cadre des "entretiens de consensus" (Bonn, 26 Janvier 1999), le chancelier Gerhard Schröder a déclaré que « l'interdiction du retraitement est acceptée par les compagnies d'électricité. Cependant cela ne pourra se faire sans indem-

## L'ACTIVITÉ PARLEMENTAIRE

● Les députés Christian BATAILLE [Soc.] et Robert GALLEY [RPR] ont rendu public mardi 2 février le contenu d'un rapport parlementaire consacré à "l'aval du cycle nucléaire – les coûts de production de l'électricité".

Il s'agit là du 15ème rapport en 16 ans de l'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, créé en 1983) consacré au nucléaire, sur un total de 40 rapports environ. L'Office est ainsi devenu le lieu privilégié de la réflexion parlementaire sur cette question, jouant parfois un rôle déterminant, notamment sur la sûreté ou la gestion des déchets. Mais ce travail imposant n'est le fruit que de quelques parlementaires : 13 de ces 15 rapports sont ainsi signés par Christian BATAILLE (5 rapports, aval du cycle) ou par Claude BIRRAUX [UDF] (8 rapports, sûreté).

Le rapport de MM. BATAILLE et GALLEY (ministre chargé des questions atomiques en 1968-69) s'inscrit dans la tradition des livraisons de l'OPECST : transparence affichée et soutien de principe à la filière nucléaire. Estimant que le programme nucléaire a permis à la France de substantielles économies, les auteurs affirment que le nucléaire est, avec le gaz, l'énergie qui offre un coût du kWh le plus bas. De plus, les coûts du nucléaire avec ou sans retraitement sont selon eux équivalents.

Sur quoi repose cette dernière affirmation ? Les auteurs ont reconnu devant la presse que COGEMA avait refusé de leur fournir les coûts de la filière plutonium, dont ceux liés à l'utilisation du MOX. Une entorse grave à la transparence (et à la rigueur de l'étude) qui n'est pourtant mentionnée ni dans le dossier de presse, ni dans le rapport lui-même !

## France : un rapport sur l'économie du nucléaire

Les auteurs recommandent en conclusion de poursuivre dans la voie du nucléaire – avec l'EPR – tout en progressant dans l'internalisation des problèmes d'effet de serre pour une comparaison plus rigoureuse des autres énergies avec le nucléaire qui, selon eux, internalise déjà les externalités liées à l'aval du cycle. Une réunion de l'Office et de son Conseil scientifique, le 20 janvier, a justement placé les changements climatiques et leur impact au 2ème rang des sujets d'étude prioritaires.

● L'Office ([opecest@senat.fr](mailto:opecest@senat.fr)) est présent sur les sites internet des deux assemblées (composition, activités, liste et texte intégral des rapports...) : <http://www.senat.fr/opecest/> ou <http://www.assemblee-nationale.fr/>

## Chez nos voisins Européens

● En Grande-Bretagne, une question écrite ne reste jamais longtemps sans réponse : celle-ci doit être fournie par le ministre dans les sept jours suivants la date de dépôt de la question, parfois moins si un parlementaire le demande ! Et la presse s'y intéresse, par exemple *The Independent* qui leur consacre une rubrique régulière. Des détails sur le site du parlement : <http://www.parliament.uk/parliament/guide/acques.htm> (en anglais).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION  
MYCLE SCHNEIDER

REDACTEUR EN CHEF  
YVES MARGNAC  
[ymargnac@questions-energies.org](mailto:y margnac@questions-energies.org)

EDITE PAR  
WISE-Paris

31-33 rue de la Colonie, 75013 PARIS  
TEL : 01 45 65 47 93 - FAX : 01 45 80 48 58

nisation que si, avant l'entrée en vigueur de l'interdiction, le stockage intermédiaire sur le site des réacteurs pendant la période de poursuite d'exploitation, qui reste à négocier, est techniquement réalisé en tant qu'option de gestion des combustibles irradiés (...). Après la mise en place de ce schéma de gestion, les compagnies d'électricité utiliseront envers leurs partenaires internationaux, en particulier en France et en Angleterre, toutes les possibilités prévues par les contrats pour parvenir à un arrêt du retraitement. »

Le retraitement produit du plutonium et des déchets divers en quantité surabondante. Le stock de plutonium en France s'élève à quelques 80 tonnes, pour moitié environ étranger, pour moitié français – et il augmente régulièrement. Depuis longtemps, le plutonium n'est plus considéré comme une ressource par les électriciens mais comme un problème. EDF inscrit d'ailleurs une valeur zéro pour son stock de plutonium dans sa comptabilité, et refuse catégoriquement les offres d'électriciens étrangers pour reprendre leurs stocks de plutonium. En Grande Bretagne, il y a également un stock d'environ 63 tonnes de plutonium (estimation WISE-Paris) et on continue à le séparer. Les stocks de plutonium allemands continuent à croître sur les deux sites de La Hague et Sellafeld.

La décision allemande d'arrêter de produire du plutonium, devant l'absence d'utilisation économique et efficace de ce matériau, n'est peut être pas si absurde que les réactions des milieux industriel et politique français tendent à le faire croire. La mission d'étude sur "les données économiques de l'ensemble de la filière nucléaire, y compris le retraitement" confiée par le Gouvernement à MM. Charpin, Dessus et Pelat, est un pas vers l'ouverture d'un débat national sur cette question difficile mais à terme inévitable.